

HCR – 73^{ème} session du Comité exécutif (10-14 octobre 2022)
Débat général

Monsieur le Président,

Monsieur le Haut-Commissaire, Cher Filippo Grandi,

La France s'associe à la déclaration de l'Union européenne.

Tout d'abord, Monsieur le Haut-Commissaire, permettez-moi, au nom du gouvernement français, de vous adresser mes plus chaleureuses félicitations pour votre reconduction à la direction du Haut-Commissariat des Nations unies pour les Réfugiés. Votre tâche, vous le savez déjà, est immensément lourde mais vous pouvez être sûr de tout notre soutien pour la réussite de votre action pour ce nouveau mandat qui commence.

L'année écoulée a illustré une nouvelle fois le rôle majeur du HCR pour assurer la protection des personnes les plus vulnérables. La multiplication et l'aggravation des conflits, en Ukraine bien sûr, mais aussi dans de nombreuses autres régions du monde, la dégradation de la sécurité alimentaire, les catastrophes climatiques, l'augmentation de la pauvreté et l'impact toujours diffus de la pandémie de COVID-19 n'ont épargné personne.

Dans l'ensemble de ces situations, le HCR a toujours su être présent sur le terrain pour apporter des réponses humanitaires rapides et efficaces, malgré des contextes complexes et des conditions d'intervention précaires. Je veux rendre hommage, à travers vous, Monsieur le Haut-Commissaire, au courage et au dévouement de l'ensemble des personnels du HCR. Ils portent et incarnent, avec vous, l'idéal de solidarité des Nations Unies.

Lors de votre récent déplacement à Paris, le chef de l'Etat a réaffirmé l'engagement de la France pour l'accueil des réfugiés et la prise en compte des besoins humanitaires auxquels ils sont confrontés.

Ainsi, en réponse à la tragédie humaine qui se joue en Ukraine, notre pays accueille plus de 100 000 Ukrainiens et scolarise 20 000 enfants et étudiants fuyant la guerre. La France continuera de soutenir le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés dans son programme de soutien aux millions de déplacés ukrainiens, notamment pour les protéger de l'effet conjugué de la guerre et du froid hivernal. L'accès aux déplacés dans les zones d'Ukraine sous contrôle russe, ainsi qu'aux populations ukrainiennes se trouvant en Russie, est un sujet primordial. Comme l'Union européenne et d'autres pays avant moi, je souhaite condamner avec la plus grande fermeté possible la guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine - ainsi que les récentes tentatives d'annexion illégale par la Russie de régions ukrainiennes - en violation de la Charte des Nations unies.

Monsieur le Haut-Commissaire,

Le Président de la République a, lors de votre rencontre à Paris, souligné que la guerre en Ukraine ne devait en aucun cas conduire à diminuer l'attention portée aux autres foyers de crises humanitaires dans le monde. Il a ainsi marqué la détermination de la France à poursuivre le renforcement des moyens de l'aide au développement et de l'aide humanitaire, et à rester mobilisée quant aux autres théâtres d'urgence humanitaire, notamment au Sahel et au Moyen-Orient.

En témoigne ainsi l'accroissement substantiel de nos contributions volontaires au HCR pour lui permettre de remplir ses missions (la France était l'an dernier au 8ème rang des donateurs). Nous souhaitons maintenir cet effort autant que nous le pourrons compte tenu de l'explosion des besoins humanitaires actuels.

Vous-même, Monsieur le Haut-Commissaire, et d'autres avant moi l'avez rappelé : jamais le nombre de personnes contraintes à l'exil n'a été aussi important, pour atteindre 100 millions en 2022, une hausse continue et alarmante.

La situation en Ethiopie, au Sahel, en Syrie, au Yémen, en Birmanie, en Afghanistan, marque la triste actualité cette année encore. Ces crises nous

interpellent. Elles nous rappellent, plus que jamais, la responsabilité morale qui incombe à la communauté internationale : protéger celles et ceux qui fuient les persécutions.

Face à ces défis, les Etats ne sont pas tous égaux. Des équilibres socio-économiques fragiles peuvent ainsi être remis en cause soudainement si le pays d'accueil n'est ni préparé ni soutenu.

Les menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire et la nutrition de nombreux pays déjà fragilisés imposent un devoir de solidarité universelle si l'on veut éviter les famines et ces images insoutenables d'enfants ballonnés parce qu'affamés. L'aggravation de l'insécurité alimentaire et de la malnutrition dans le monde, déjà observée depuis 2014, a été accélérée par les effets socio-économiques de la pandémie de Covid-19, qui persistent encore aujourd'hui. Elle est désormais exacerbée par les conséquences de l'agression russe en Ukraine. Selon le Programme alimentaire mondial, 345 millions de personnes seraient aujourd'hui menacées. Les besoins sont immenses, et croissants : la France est convaincue que la réponse, pour être efficace, doit être rapide, solidaire et multilatérale.

La France est mobilisée à travers l'initiative FARM (*Food and Agriculture Resilience Mission*), l'opération " Save crops " et les corridors de solidarité européens. A ce titre, nous souhaitons marquer notre soutien à l'initiative *Black Sea Grain*, un succès important pour les Nations unies. Un accès humanitaire sûr et sans entrave est crucial pour prévenir les crises alimentaires et les famines : en Éthiopie, en Somalie ou au Yémen, comme sur tous les autres théâtres de crise, l'espace et le personnel humanitaires doivent être protégés.

Enfin, compte tenu de la diversité des facteurs des crises, qui sont souvent prolongées, il faut renforcer la coopération entre les acteurs de l'humanitaire et du développement et s'attaquer aux causes profondes des crises. La France aura à

cœur de rappeler son engagement en la matière au travers de sa coprésidence 2022-2023 du Forum mondial sur la migration et le développement.

Monsieur le Haut-Commissaire,

La France prend pleinement sa part à l'effort en faveur des réfugiés, déplacés et apatrides ; elle a toujours fait preuve de solidarité avec les pays en crise ; enfin, elle assume sa part de responsabilité par l'accueil et la réinstallation de réfugiés sur son territoire.

Comme le Président de la République s'y est pleinement engagé, le gouvernement français entend renforcer son soutien et son action aux côtés de votre organisation.

Outre par ses contributions volontaires, l'effort de la France en faveur des plus vulnérables passe également par la recherche de solutions durables. Notre pays s'efforce d'honorer les engagements pris lors du *Forum mondial sur les réfugiés* en matière de réinstallation. De plus, la France offre en amont, par le biais des voies légales d'admission sur le territoire à partir des pays tiers (délivrance de visas au titre de l'asile, réunification familiale), des solutions de vie durable complémentaires à la réinstallation. En aval, elle a d'ores et déjà renforcé ses capacités en matière d'asile, d'accueil et d'accès au logement pour les réfugiés.

Et, comme le Président de la République vous l'a confirmé la semaine dernière à Paris, la France a accepté de co-parrainer le prochain *Forum mondial pour les Réfugiés* fin 2023. Je souhaite vous redire ici notre détermination à faire en sorte que ce rendez-vous permette davantage de coopération pour l'accueil des réfugiés et le renforcement des systèmes d'asile dans le monde.

Nous comptons sur vous, Monsieur le Haut-Commissaire, comme vous pouvez compter sur le soutien de la France à votre action.

Je vous remercie./.